

## RÉFUGIÉS...

### LA SOLIDARITÉ EST NOTRE LANGUE COMMUNE

- I. Les histoires de guerre, au cinéma, ça se finit d'habitude avec le départ de l'hélicoptère ou du bateau, les «méchants» restent en arrière, pendant que le héros respire de soulagement en étreignant les êtres chers... Générique de fin... Et ils vécurent heureux !

Dans la vie réelle, dans le film d'horreur qui se joue en Syrie, en Afghanistan, en Irak et dans tant d'autres lieux, le voyage du héros dans la terreur, la violence et la misère se poursuit pendant des mois et des années. Des centaines de milliers d'hommes, terrorisés et à demi-noyés sont arrivés sur les côtes grecques ces dix-huit derniers mois. Ils ont continué leur route vers le Nord, avec l'espoir d'une vie meilleure en Europe : cette même Europe qui, par ses interventions militaires et économiques continues en Asie et en Afrique, aggrave la catastrophe (dont elle n'a pas seule la responsabilité) et les contraint à abandonner leur maison et la vie qu'ils menaient jusque là - et qui ensuite essaie de cacher les conséquences de la crise (les personnes bien vivantes et terrifiées) sous «le paillason d'entrée» de la grande «maison européenne» - la Grèce. Avec la fermeture des frontières, l'accord honteux de refoulement entre l'UE et la Turquie (qui, heureusement, n'est pas appliqué dans la réalité), et les procédures de réinstallation qui n'avancent pas, la Grèce se transforme en une grande prison pour une soixantaine de milliers de personnes qui se retrouvent piégées dans le pays (et dont on attend qu'elles deviennent beaucoup plus nombreuses, avec le début de nouvelles arrivées et des retours depuis les autres pays). Mentionnons pour exemple que, sur les 66400 demandes de réinstallation, seules 2735 (un peu moins de 4%) ont été examinées (ce qui ne veut pas dire «agréées») à la fin juillet.

Quant à la position du gouvernement grec soi-disant de gauche, il suffit de voir les accusations d'Amnesty International concernant les conditions de vie dans les camps qu'il a été obligé de mettre en place. Ce n'est pas un hasard, comme le souligne à juste titre *The Guardian*, que parmi la masse des endroits désaffectés on ait choisi pour un des plus grands camps l'ancienne usine de papier hygiénique Softex... Ce n'est pas une surprise !

- II. Au contraire, la surprise, ça a été (et ça le reste), c'est l'attitude de la grande majorité du peuple grec qui, en pleine crise - avec toute la pauvreté et le désespoir que celle-ci a engendrés - se tient aux côtés des réfugiés autant qu'il le peut. Avec les bouées et les patrouilles de volontaires dans la mer Egée, avec les couvertures et les repas, la tendresse et les jouets offerts aux enfants. Il est important de signaler que la solidarité envers les «étrangers» n'est pas un réflexe, une réaction spontanée et instinctive - a fortiori dans un pays pauvre, avec une société «fermée» et conservatrice où un parti nazi («Aube dorée») attire 7 à 8 % des électeurs. Mais la Grèce contemporaine est elle-même dans une grande mesure un pays fait de réfugiés : il y a 94 ans, 1,5 millions de réfugiés se sont installés dans un pays peuplé alors de 5,5 millions d'habitants\*. Ces personnes parlaient la même langue et partageaient la même foi et cet état de choses a d'une certaine manière facilité (non sans problèmes) leur intégration progressive. Cette fois, le peuple grec montre plutôt «son bon côté». Assurément la proximité joue un rôle - en Grèce les réfugiés ne sont pas des «images aux informations», mais des enfants qui dorment sur les places, des cadavres qui s'échouent sur les plages, des gens affamés et déshydratés sur les bancs. Tout comme le fait que, ces dernières années, 330 000 Grecs ont émigré (un sur 30) : chacun a des proches ou des amis qui, dans un autre pays, sont eux aussi des «étrangers». C'est encore, en termes psychologiques, un effort

des gens pour rester debout : après les gifles successives des memoranda, et la perte des espérances, ils ont une occasion d'être utiles, et cela leur redonne un peu de leur dignité perdue. Et puis ce qui joue aussi un grand rôle c'est la culture de gauche et de solidarité populaire qui fut si vive au cours de la deuxième guerre mondiale et qui inspire aussi, justement sur ces bases, le mouvement des centres de solidarité qui a fleuri ces dernières années.

III. L'action et la solidarité envers les réfugiés et les immigrés ne sont pas différentes de celles des dispensaires sociaux, des coopératives et des collectifs populaires de toutes sortes qui se sont créés ces dernières années. Les orientations sont fondamentalement les mêmes :

1. Nous apportons notre soutien aux plus démunis en nous efforçant de couvrir leurs besoins essentiels (toit et suffisance alimentaire) et d'assurer leur accès aux droits fondamentaux (santé, éducation) - tout en reconnaissant que nos forces n'y suffisent pas.
2. Nous mettons en évidence les obligations de l'Etat envers les couches défavorisées et ses carences, et nous essayons d'organiser un mouvement revendicatif.
3. Nous élaborons un nouveau modèle de traitement de la situation, une proposition alternative dans la pratique, pas en théorie.
4. Nous essayons de mettre en place des centres de lutte et d'information, ainsi que des cellules de résistance, où les gens se mobilisent, essaient de nouveaux modes d'organisation, prennent les responsabilités qui leur conviennent dans des structures autogérées, réapprennent la valeur de l'organisation et de la revendication collective. On pourrait dire qu'ils cessent ainsi d'être des objets et redeviennent des sujets agissants.

(Tout ce qui vient d'être dit explique pourquoi l'Etat, bien qu'ayant recours à l'aide des centres d'hébergement des réfugiés et des dispensaires sociaux, leur est en fin de compte hostile).

IV. Qu'est-ce que le centre de réfugiés du City Plaza ?

Ce que ne sont pas les camps initiés par l'Etat, qui fonctionnent maintenant sous la responsabilité (et souvent au profit) des ONG. Un lieu donc :

- ✓ dans le centre ville, dont la position et le fonctionnement rendent les réfugiés visibles aux yeux de la population.
- ✓ où les gens sont accueillis indépendamment de leur pays de provenance, de leur religion, de la raison pour laquelle ils ont quitté leur patrie ainsi que de leur situation administrative (réfugiés, demandeurs d'asile, personnes qui n'ont pas demandé l'asile) - et où ils vivent tous ensemble.
- ✓ où l'on accueille 400 personnes dans des conditions de vie dignes (chambres privées avec toilette et douche, cuisine et espaces collectifs à couvert).
- ✓ avec une petite école, un dispensaire, un salon de coiffure, une cafétéria et une salle de jeux.

✓ où l'on expérimente en pratique le «comment il faut que ce soit» :

---en fournissant un cadre de vie, mais aussi en demandant une participation des réfugiés au fonctionnement du centre : tous participent à l'assemblée qui prend les décisions et répartit les tâches

--- en respectant leur désir de partir, mais en mettant aussi en oeuvre des moyens d'intégration (leçons de grec et d'anglais, inscription des enfants à l'école)

--- en l'ouvrant (dans la mesure du possible) sur le voisinage et la société, contre la peur de « l'étranger » qui habite à la fois les voisins et des réfugiés, et aussi contre la méfiance parfois justifiée des gens solidaires eux-mêmes envers «les autres»..

✓ Un lieu enfin qui essaie de fonctionner comme un centre d'information, de coordination des initiatives et des luttes dans le centre de la cité.

Dans quelques jours, le centre City Plaza aura cinq mois d'existence. Un tel résultat n'aurait pas été possible sans le travail de dizaines de militants de Grèce, mais aussi sans le mouvement de solidarité de nombreux pays d'Europe. Des militants qui donnent de leur temps et de leur argent, mais qui récoltent en retour un espoir et une expérience précieuse qui souvent leur font remettre en question les conceptions et les certitudes qu'ils avaient jusqu'à alors.

Assurément, il ne s'agit pas d'un paradis dans l'enfer de la crise. Il y a des dysfonctionnements, des manques, des tensions - plutôt moins que ce qu'on attendrait d'un lieu où cohabitent 450 personnes de langues, cultures, origines sociales et idéologies différentes. Cependant ça marche, et on essaie d'apprendre de nos erreurs et de nos échecs.

La réponse à deux questions que l'on pose souvent «de l'extérieur» va de soi pour tous ceux qui se confrontent à la réalité :

- En Grèce vivent, dans de mauvaises conditions, 60 000 réfugiés. Quel sens y a-t-il à en aider 400 ?

Nous ne pouvons procurer un toit à tous - mais assurément, ce n'est pas une raison pour ne rien faire !

- Même si vous en aidez quelques uns, ne contribuez-vous pas à désamorcer le mécontentement, et n'entravez-vous pas, avant même qu'elle ne s'exprime, la mobilisation des exclus ?

Toutes les initiatives d'autogestion peuvent sembler « aider » objectivement l'Etat en assumant une partie de sa charge. Cependant, ce qui est très important, c'est le mode d'action, le contenu que donne le mouvement à ces initiatives, et la vision de la société qu'il sert. Un mouvement de sujets émancipés peut combattre de manière beaucoup plus fructueuse qu'un grand nombre de gens misérables et sans lien entre eux. C'est pourquoi les appareils d'Etat et para-étatiques sont clairement

opposés aux centres autogérés - même s'ils n'essaient pas de les détruire. Encore que cela ait changé ces dernières semaines, avec l'évacuation par les forces de police des centres de réfugiés de Thessalonique, avec la démolition de l'Orphelinat de la même ville par l'Eglise, avec aussi l'incendie du squat Notara par l'extrême-droite.

#### V. Que peut faire le mouvement pour soutenir les réfugiés ?

- i. Aider les centres qui fonctionnent déjà, le City Plaza, le Notara et tous les autres de moindre capacité d'hébergement : financièrement (le City Plaza doit préparer chaque jour 800 repas et offrir du lait à 180 enfants et nourrissons), en participant au travail et en diffusant l'information pour protéger ces centres.
- ii. Créer d'autres lieux de cette sorte (et pas seulement en Grèce) - dont le fonctionnement respectera la dignité des réfugiés et de la communauté qui les accueille.
- iii. Mettre en place un réseau paneuropéen d'information, d'accueil et de soutien des réfugiés. Exigeons la liberté de circulation et d'installation des personnes dans le pays de leur choix, avec des droits entiers : papiers, éducation, travail, accès au système public de santé. Parce qu'en fin de compte, le combat des citoyens pour l'emploi, les droits et la liberté est un combat commun à tous, celui des réfugiés pour leurs droits rejoint notre propre lutte contre les memoranda et l'abandon de la souveraineté nationale aux créanciers : il s'agit toujours de combattre pour l'emploi, pour de bonnes écoles, pour des hôpitaux bien gérés, pour des cités humaines, pour l'autonomie et la liberté.

En conclusion, nous vivrons ensemble. Comme ça ou autrement. Mais ce n'est pas un problème.

Nous combattons ensemble. Et à la fin, nous vaincrons ensemble !

*Emmy Kotsopoulou*

*Dispensaire Pharmacie Sociaux Autogérés de Néa Philadelphia*

*Equipe de santé - City Plaza*

Note (\*) : A l'issue de la guerre gréco-turque 1919-1922), le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 met en place un échange de populations entre la Grèce et la Turquie. Un million et demi de chrétiens d'Anatolie et de Thrace orientale sont ainsi chassés de chez eux et doivent gagner la Grèce tandis que 500 000 musulmans de Macédoine et d'Épire doivent quitter la Grèce et s'installer en Turquie